Sommet parlementaire mondial contre la faim et la malnutrition

Madrid, 29-30 octobre 2018

Déclaration finale adoptée par consensus et acclamation

Appel à l'action afin d'atteindre la Faim zéro et concrétiser le droit à une alimentation adéquate pour tous

Nous, parlementaires réunis à Madrid les 29 et 30 octobre 2018 à l'occasion du Sommet parlementaire mondial contre la faim et la malnutrition, déclarons :

Soulignant notre engagement envers les Objectifs de développement durable comme plan pour atteindre un futur meilleur pour tous avec une attention particulière à l'Objectif 2 – Faim zéro d'ici à 2030.

Rappelant les nombreux instruments internationaux et régionaux qui représentent la colonne vertébrale de nos efforts collectifs visant à enrayer la sous-alimentation dans toutes ses formes et assurer la concrétisation du droit à une alimentation adéquate pour tous.

Soucieux du fait que, malgré les plaidoyers et les efforts afin d'enrayer la faim dans le cadre de l'Agenda 2030, nous nous éloignons de l'Objectif de développement durable 2 plutôt que de nous approcher de sa concrétisation.

Préoccupés que, malgré les progrès notoires enregistrés jusqu'en 2015 dans la réduction de la faim et de la malnutrition à travers le monde, une augmentation est survenue au

cours des dernières années et aujourd'hui près de 821 millions de personnes souffrent d'une carence alimentaire chronique.

Angoissés par le fait que 150 millions d'enfants de moins de cinq ans souffrent de retard de croissance, 99 millions d'insuffisance pondérale et 50 millions voient leur vie menacée par l'émaciation alors que plus de 38 millions d'enfants sont en surpoids.

Alarmés par la prévalence de l'obésité chez l'adulte qui a triplé entre 1975 et 2016 – et à un rythme accéléré au cours de la dernière décennie – atteignant 672 millions, ce qui représente plus d'un adulte sur huit souffrant d'obésité alors que plus de 1,9 milliards d'adultes sont en surpoids.

Mettant en évidence qu'un faible accès à des aliments sains contribue à la malnutrition ainsi qu'au surpoids et à l'obésité alors que la sous-nutrition sous toutes ses formes est un problème duquel aucun pays n'est épargné et qu'il faut absolument éliminer.

Accentuant que les obstacles persistant à l'accès sécure à la terre et la propriété foncière ainsi qu'aux autres ressources productives, particulièrement pour les groupes tels que les peuples autochtones et les femmes, affectent considérablement leurs moyens d'existence ainsi que la réalisation de leur droit à une alimentation adéquate tout en soulignant le besoin de consolider la gouvernance des ressources naturelles et de créer un environnement favorable aux investissements responsables dans le système alimentaire.

Précisant que des efforts additionnels des acteurs étatiques, privés et de la société civile sont requis pour atteindre les Objectifs de développement durable et, considérant les

liens intrinsèques entre nos systèmes alimentaires et l'environnement, soulignant le besoin de sa transformation durable – ce qui implique la réduction des pertes et du gaspillage alimentaire – grâce à une amélioration de la gestion et des techniques appliquées à l'agriculture, l'élevage, les pêches et la sylviculture.

Insistant sur notre rôle essentiel à titre de parlementaires dans l'atteinte de la Faim zéro et la concrétisation du droit à une alimentation adéquate pour tous par l'entremise de la législation, du suivi des politiques et des allocations budgétaires ainsi que de la sensibilisation sur ces enjeux et leurs causes dans nos circonscriptions.

Rappelant l'importance de favoriser le dialogue entre parlementaires au niveau national, régional et mondial afin de partager les expériences, les bonnes pratiques ainsi que les obstacles rencontrés, en plus de développer une collaboration plus ample et de renforcer la coopération avec les partenaires stratégiques, parmi lesquels les agences de coopération, les organisations de la société civile, les universités, les centres de recherche et les entreprises, envers l'atteinte de la Faim zéro et la concrétisation du droit à une alimentation adéquate.

Soulignant les importants progrès effectués aux niveaux régional et national par les Alliances parlementaires quant à l'élaboration de mesures législatives et de politique portant sur une panoplie d'enjeux liés à l'atteinte de la Faim zéro et la réalisation du droit à une alimentation adéquate.

Nous réaffirmons par la présente que chaque personne a droit à une alimentation adéquate, sécuritaire, suffisante, saine, nutritive ainsi qu'à être à l'abri de la faim. Nous

reconnaissons le besoin d'adopter des mesures législatives et de politique afin d'assurer la jouissance de ces droits et l'atteinte de la Faim zéro d'ici à 2030, en prêtant une attention spéciale aux groupes vulnérables tels que les femmes, les enfants, les peuples autochtones et les communautés marginalisées ayant un accès limité ou aucun accès aux services sociaux, et ainsi :

Nous urgeons la communauté parlementaire, en tant que garante des engagements politiques, à renforcer et assurer la volonté politique nécessaire afin de renverser la tangente actuelle et assurer la Faim zéro d'ici à 2030 ainsi que chacun et chacune soit en mesure de se nourrir dans la dignité.

Nous nous engageons à apprendre des expériences d'autrui et partager les nôtres, bâtir sur les progrès importants effectués, renforcer nos collaborations à l'intérieur des et entre les pays et les régions et à redoubler d'efforts en vue d'accentuer la contribution des parlementaires à l'atteinte de la Faim zéro d'ici à 2030 et la concrétisation du droit à une alimentation adéquate.

Nous invitons les Parlements où les Alliances parlementaires contre la faim et la malnutrition n'existent pas, à les créer et à les renforcer à titre d'engagement politique et de contribution à l'atteinte d'un monde libéré de la faim en 2030.

Nous aspirerons à stimuler l'adoption de lois, de politiques et de programmes pour améliorer et assurer un accès durable à une alimentation saine, notamment par l'entremise d'un appui à l'agriculture familiale et à la production durable d'aliments, ainsi que par des mesures sensibles au genre pour la réduction de la pauvreté, l'emploi

décent et la protection sociale visant à autonomiser les plus vulnérables, en tant que moyens d'atteindre la Faim zéro et réaliser le droit à une alimentation adéquate.

Nous réaffirmons le besoin d'agir de façon décisive pour l'éradication de la discrimination sous toutes ses formes, particulièrement celle basée sur le genre, et l'élimination des barrières qui empêchent les gens de jouir de leur droit à une alimentation adéquate, particulièrement les groupes vulnérables tels que les peuples autochtones, et affecte nos efforts communs visant à assurer un monde libéré de la faim et de la malnutrition d'ici à 2030.

Nous viserons à renforcer notre travail au niveau de la législation, du suivi des politiques et des allocations budgétaires en développant les capacités, créant des alliances et renforçant la coordination avec d'autres acteurs concernés – incluant les organisations de la société civile, les universités, les centres de recherche, les entreprises ainsi que les agences de coopération, consolidant ainsi une variété d'aptitudes et de ressources qui se complètent mutuellement pour concrétiser le droit à une alimentation adéquate et atteindre la Faim zéro d'ici à 2030.

Nous appelons les législateurs à soutenir la production et la consommation d'aliments sains, ainsi que l'éducation et l'information alimentaire et nutritionnelle, afin de réduire l'obésité qui mène aux maladies non transmissibles et représente un énorme fardeau sur les systèmes de santé et les ressources publiques.

Nous recommandons de prêter une attention spéciale à l'octroi de ressources budgétaires adéquates, prévisibles et soutenues afin d'atteindre la Faim zéro et la concrétisation du

droit à une alimentation adéquate pour tous, considérant son rôle primordial pour l'atteinte des Objectifs de développement durable.

Nous demandons aux Parlements, aux parlementaires ainsi qu'aux gouvernements d'appuyer et de promouvoir le travail effectué par les agences internationales des Nations Unies, telles que la FAO, le FIDA, l'OMS ainsi que le PAM, engagées, conjointement à tous les pays, à l'atteinte des Objectifs de développement durable et particulièrement l'atteinte de la Faim zéro d'ici à 2030.

Nous promettons de promouvoir les idées susmentionnées au niveau global, régional, national et sous national afin d'obtenir une participation vaste et active visant à atteindre la Faim zéro de façon durable.

Madrid, mardi le 30 octobre 2018